



PREFIGURATEURS DES FUTURES DIRECTIONS REGIONALES



Jean-François BENEVISE - Auvergne - Rhône-Alpes

Inspecteur général des affaires sociales, Jean-François Bénévise, 62 ans, est depuis 2014 directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, DIRECCTE (Hauts de France puis Auvergne-Rhône-Alpes). Sa carrière est marquée par plusieurs postes en responsabilité dans le domaine de la santé et du social, au niveau central mais surtout territorial (DRASS en Bourgogne puis en Rhône-Alpes, DGA Ville de Lyon, DGS conseil général de l'Essonne et DG de l'ARS de Lorraine). Il a porté nombre de transformations des organisations et des process en établissement public et en service déconcentré (aux thermes d'Aix les Bains, pour la création des ARS, à l'occasion de la fusion des régions). Il est co-président du collège des DIRECCTE. Son parcours est centré sur la prise en charge des personnes, leur management et celui des projets.

J'ai le souci de donner contenu concret au service au public, en combinant ses formes traditionnelles avec le recours aux outils modernes facilitant la vie des usagers et des agents, tout en portant une exigence de contenu vis-à-vis de toutes les parties prenantes et une attention particulière à ceux qu'on voit moins. J'ai la conviction que nous saurons mettre nos organisations au diapason des ambitions gouvernementales au bénéfice des personnes vulnérables et des entreprises si nous pouvons en faire partager le sens, avec l'intelligence collective qui m'entoure.



Jean RIBEIL - Bourgogne - Franche-Comté

Jean Ribeil, 61 ans, Ingénieur Général des Mines, est directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, DIRECCTE, de Bourgogne Franche-Comté. Il a contribué à la mise en place de la DIRECCTE Franche-Comté en 2010, puis à la réforme territoriale en 2016 en créant la DIRECCTE Bourgogne Franche-Comté, avec la volonté de mailler le développement des entreprises, l'amélioration des conditions sociales et le retour à l'emploi. Il a travaillé dans plusieurs domaines en DRIRE et en école des mines : le contrôle régalien (installations classées, mines et carrières, véhicules routiers, appareils à pression), le développement économique,

l'enseignement supérieur et la recherche. Au sein de la DIRECCTE, et plus largement avec l'ensemble des acteurs économiques et sociaux et la collectivité régionale, il a souhaité développer l'esprit d'équipe et le pragmatisme au bénéfice des entreprises, des demandeurs d'emploi et des salariés et plus largement des personnes impactées par les aléas de la vie.

Son action s'inspire de celle du Général Casso : « *Il n'est pas de chemin difficile à celui qui a choisi le difficile pour chemin* ».



Véronique DESCACQ - Bretagne

Véronique Descacq, 57 ans, est titulaire d'une maîtrise de droit privé, elle a exercé plusieurs métiers de la Banque de réseau et fut directrice d'agence de 1994 à 1998.

Elle a ensuite exercé des responsabilités syndicales nationales et a été membre de la direction confédérale CFDT en charge des questions économiques, d'emploi (2014-2018) et de protection sociale (2010-2014). A partir de 2012, elle occupe les fonctions de numéro 2 de la CFDT. A ce titre elle a notamment négocié les accords assurance chômage de 2014 à 2018 et participé aux concertations sur les réformes du marché du travail en 2016 (loi travail) et 2018 (ordonnances). Depuis 2018, elle était chargée de mission sur la réforme des retraites à la caisse des dépôts.

« Lier l'économique et social a toujours été le crédo de mon engagement. Dans la bataille pour l'emploi, toutes les énergies doivent être mobilisées autour des plus fragiles. Aborder ensemble les parcours de vie et les parcours vers l'emploi est une pierre majeure que nous pouvons apporter à l'édifice de l'accompagnement global des personnes. C'est par travail collectif, l'écoute et le partage de nos pratiques professionnelles diverses que nous y parviendrons. »



Pierre GARCIA - Centre - Val de Loire

Pierre Garcia, 64 ans, directeur du travail, diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse, a consacré une bonne partie de sa carrière à piloter et animer des démarches territoriales portant sur l'emploi ou le dialogue social.

Après avoir passé 5 ans comme directeur des relations extérieurs de l'INTEFP, il a été détaché auprès du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie de 2004 à 2014 en qualité de directeur de la direction du travail et de l'emploi de la Nouvelle-Calédonie où il a, entre autres, contribué à la mise en œuvre concrète de certaines stipulations des accords de Nouméa.

Son action en Seine Maritime a été présentée lors de la journée portant sur « réussites du dialogue social » organisée le 28 juin dernier par Muriel PENICAUD Ministre du travail.

« J'ai la conviction que les territoires constituent des espaces d'intelligence collective qui ne demandent qu'à être stimulés et organisés autour de démarches projet. Dans le champ social, l'intervention de l'Etat, qui impulse, anime, et fédère est essentielle à la réussite des actions ».



Isabel DE MOURA - Corse

Directrice du travail, Isabel De Moura, 55 ans, est Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, DIRECCTE, de Corse depuis Octobre 2018.

A ce poste, elle contribue au développement des entreprises et de l'emploi, à l'amélioration de la qualité du travail et des relations sociales, et veille à la protection des consommateurs ainsi qu'à la loyauté des transactions commerciales.

Elle assure le pilotage coordonné des politiques publiques conduites par les ministères de l'Economie et du Travail.

« Les ambitions du Gouvernement en matière d'emploi et de développement économique sont élevées, à la hauteur des besoins de la France et des attentes des citoyens. Pour les atteindre, il faut à la fois rapprocher et rendre notre mission de service public au plus près des usagers. Pour y parvenir, et ce sont mes priorités, il faut instaurer une logique de parcours dans et vers l'emploi et, pour cela, replacer chaque acteur dans son rôle. Je souhaite proposer de nouvelles idées, de nouvelles méthodes de travail, lisibles, ciblées, facilitatrices, accessibles. Mon action s'inscrit autour d'un principe : placer les préoccupations des citoyens au cœur de nos interventions, et d'une méthode : privilégier avec les agents la co-production d'actions concrètes de proximité en lien avec les bénéficiaires. De cette manière, en fédérant et en mutualisant compétences et moyens, j'entends renforcer la cohérence de l'intervention des différents services de l'Etat, afin d'améliorer l'efficacité de nos actions en Corse. »



Isabelle NOTTER - Grand Est

Isabelle Notter, 56 ans, directrice départementale de 1^{ère} classe de la concurrence, la consommation et de la répression des fraudes, est entrée en 1985 dans la fonction publique. Elle a travaillé dans les domaines de la protection des droits des consommateurs et de la régulation de l'économie dans le Haut-Rhin, l'Hérault, l'Aude, le Lot, l'Aube et l'Isère. A la création des DIRECCTE, elle a préfiguré la DIRECCTE de Bourgogne en 2010 puis de la DIRECCTE de Nouvelle-Aquitaine en 2015 lors de la fusion des régions.

Elle est aujourd'hui la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, DIRECCTE, de Grand Est depuis mai 2019. Elle a cherché au sein des DIRECCTE à construire et enrichir les transversalités entre les services pour placer l'entreprise au cœur de la direction : faire entrer les demandeurs d'emploi dans les entreprises, veiller aux droits et aux conditions de travail des salariés, contribuer à l'acquisition des compétences professionnelles, développer le dialogue social, accompagner les entreprises dans leur développement, contribuer à la régulation économique.

La constitution du nouveau réseau Cohésion sociale/DIRECCTE conduira à imaginer des articulations entre les missions relevant de la cohésion sociale et celles d'insertion dans l'emploi, en privilégiant la logique de parcours d'une personne éloignée de l'emploi vers l'entreprise.

L'accompagnement des personnes vulnérables, l'insertion dans l'emploi, la formation tout au long de la vie, l'accompagnement des entreprises sont les services attendus.

Sa conviction : « *seul on avance vite, ensemble on va plus loin* ».



André BOUVET- Hauts-de-France

Ancien élève de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (E.H.E.S.P.) de Rennes, André Bouvet débuta sa vie professionnelle avec les débats sur la première décentralisation des politiques sociales. Lors de son parcours de Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales - DDASS dans différents territoires Pays de la Loire, Auvergne, Aquitaine, il a constamment piloté l'adaptation du rôle et des missions de l'Etat avec par exemple la mise en œuvre du R.M.I.

A la tête de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, DRJSCS, des Hauts-de-France depuis 2016, il a contribué à impulser une feuille de route Cohésion Sociale de l'Etat, mêlant ambition forte, pragmatisme et innovation avec la création d'un lab – le S.I.I.L.A.B.

« Nos concitoyens et notamment les jeunes attendent que les systèmes de protection et d'aide sociales les aident de manière plus pertinente pour résoudre leurs difficultés. Ils savent que ces solutions sont intimement liées au développement économique, à la responsabilité des entreprises, à la mobilisation des collectivités et associations locales. Réussir l'articulation de tous ces acteurs pour une plus grande efficacité est un défi majeur pour la cohésion sociale ».



Gaëtan RUDANT- Ile-de-France

Gaëtan Rudant, 46 ans, ingénieur général des mines, est depuis novembre 2017 Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie.

Il a auparavant exercé pendant 5 ans en qualité de directeur de l'inspection au sein de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament qu'il avait rejoint après 4 années passées en administration centrale, chargé des politiques en faveur des PME au sein de ministère de l'économie d'abord au sein de la DGE puis du cabinet ministériel. Il était auparavant en poste à l'Autorité de sûreté nucléaire.

« J'aborde la préfiguration avec la conviction qu'elle nous permettra de contribuer au développement d'une société plus inclusive et certain que les hommes et les femmes, forts de leurs valeurs et riches de leurs complémentarités, seront notre meilleur atout. »



Michèle LAILLER-BEAULIEU - Normandie

Michèle Laillier- Beaulieu, 60 ans, directrice du travail hors classe, est Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi des Hauts de France depuis 2017, région qu'elle connaît bien puisqu'elle y a débuté sa carrière en qualité d'inspectrice du travail à Valenciennes.

Elle prend ensuite de nouvelles responsabilités au sein des services déconcentrés du ministère du travail jusqu'en 1999. A cette date, elle rejoint l'ANPE puis Pôle Emploi où elle occupe successivement des fonctions de directrice adjointe et directrice régionale en Basse Normandie, en Bourgogne et en Grand Est.

C'est donc riche d'une bonne connaissance du monde de l'entreprise et des difficultés d'accès au marché du travail des publics vulnérables et peu qualifiés qu'elle appréhende sa fonction de directrice régionale.

« Lutter efficacement contre les exclusions ne peut se réduire au simple déploiement de mesures et d'outils mais appelle des réponses fortes et coordonnées pour que nos moyens mobilisés dans de nouveaux environnements de travail portent les résultats d'une véritable stratégie d'inclusion. Je suis convaincue que la conjugaison de toutes les forces vives et de tous les talents, au service d'un territoire, d'une population, autour d'un projet partagé, en coordonnant l'économie et le social, permettra de construire ensemble des réponses nouvelles et innovantes. »



Pascal APPREDERISSE - Nouvelle-Aquitaine

Pascal Appréderisse, 60 ans, directeur du travail hors classe, a été Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, DIRECCTE, de Bretagne de juin 2015 à août 2019, avant d'être nommé directeur régional de la DIRECCTE de Nouvelle-Aquitaine au 01 septembre dernier.

Diplômé de l'IEP de Paris en 1980, il intègre l'inspection du travail en 1983, pour exercer le métier d'inspecteur du travail en Lorraine puis en Guyane. Affecté en Direction du travail en tant que directeur-adjoint à la Réunion puis en Guadeloupe, il y participe activement à la mise en place des politiques d'insertion des publics en difficulté. Après une période de détachement passée au ministère des Outre-Mer puis à la Préfecture de la Réunion, il exerce les fonctions de directeur départemental en Eure-et-Loir puis du Bas-Rhin. Il est nommé en janvier 2015 directeur régional adjoint en charge de la politique du Travail de la DIRECCTE Ile-de-France, au moment de la mise en place d'une réforme importante de l'organisation de l'inspection du travail.

Il est chevalier de l'Ordre National du Mérite.



Christophe LEROUGE - Occitanie

Ingénieur général des mines, Christophe Lerouge, 51 ans, est directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, DIRECCTE, d'Occitanie depuis septembre 2016. Il a parachevé la mise en place de la direction régionale après la fusion des régions. Il a œuvré pour une présence forte des agents sur les territoires, au contact des entreprises et des usagers.

Auparavant il a occupé divers postes à l'international, dans les administrations centrales et les services déconcentrés de l'Etat, il avait notamment été responsable du pôle « entreprises, emploi, économie » de la DIRECTE de Bourgogne.

« Porter haut l'exigence d'un développement inclusif et concentrer notre action sur les politiques prioritaires de l'insertion sociale et professionnelle des publics, tout en dynamisant le lien avec les entreprises pour favoriser leur développement et préserver l'ordre économique et social. »



Jean-François DUTERTRE - Pays-de-la-Loire

Jean-François Dutertre, 62 ans, directeur du travail hors classe, intègre le ministère du travail en 1979. Il rejoint la délégation Générale à l'emploi et à la formation professionnelle, DGEFP, à Paris en 1995.

Sa carrière se poursuit ensuite sur le terrain, en métropole et en Outre-mer. En 2010 dans le cadre de la réforme des administrations territoriales de l'Etat et après en avoir été le préfigurateur, il devient Directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de La Réunion, poste qu'il occupe jusqu'en août 2014, date à laquelle il est nommé directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, DIRECCTE, de Basse Normandie. A l'été 2015, il se voit confier la mission de préfigurer de la DIRECCTE Normandie dont il devient le directeur régional en janvier 2016. A compter du 1er septembre 2017, il prend la responsabilité de la DIRECCTE des Pays de la Loire.

« Lorsque deux forces sont jointes, leur efficacité est double ». Isaac Newton



Jean-Philippe BERLEMONT - Provence-Alpes-Côte d'Azur

Jean-Philippe Berlemont, 57 ans, diplômé de l'IEP de Bordeaux, est inspecteur de la jeunesse et des sports et Directeur régional et départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Provence-Alpes-Côte-d'Azur depuis février 2018. A ce poste, il s'est engagé dans le déploiement de la stratégie de lutte contre la pauvreté et du plan "logement d'abord " tout comme dans les politiques sportives, de jeunesse ou de développement de la vie associative. Son parcours, marqué par une forte mobilité professionnelle aussi bien en administration centrale, en collectivité d'outremer, qu'en

services déconcentrés, l'a conduit à préfigurer la direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, DRDJSCS, de Bourgogne-Franche-Comté en 2015.

Convaincu de la nécessité d'une implication forte de l'Etat comme garant de la cohésion sociale dans toutes ses dimensions, insertion sociale et professionnelle, protection des personnes, accès aux droits, promotion des valeurs de la République, il attache une importance majeure à l'effectivité des politiques publiques dans les territoires, au plus près des habitants, mais aussi au principe de participation des publics concernés à la mise en œuvre de l'action publique.

Il est persuadé que l'ampleur des missions et des enjeux, confiés à la future direction régionale constituera une force pour ce nouveau collectif tant il est vrai que « *chacun vaut ce que valent les objectifs de son effort* » (Marc Aurèle).



Alain FRANCES - Guadeloupe

Alain Frances, 57 ans, directeur du travail hors classe, géographe et urbaniste de formation, est directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, DIECCTE, de Guadeloupe depuis avril 2019. Il est riche d'une longue expérience professionnelle tant en administration centrale, où il était en charge des programmes de lutte contre le chômage de longue durée à la Délégation à l'emploi, qu'en service déconcentré, en métropole et en Outre-mer, en direction régionale. Il a été adjoint au DTEFP de Mayotte, puis il a créé la direction de la cohésion sociale, du travail, de l'emploi et de la population de Saint-Pierre et Miquelon, expérience réussie de fusion des services, il est revenu en métropole comme responsable d'unité départementale. Il a ainsi pu intervenir à tous les niveaux de mise en œuvre des politiques et a toujours démontré une forte capacité d'adaptation et ce, dans des contextes forts différents.

Il adhère à la formule de Nelson Mandela : « Cela semble toujours impossible jusqu'à ce qu'on y arrive ».



Dominique SAVON - Martinique

Dominique Savon, Inspectrice de l'Action Sanitaire et Sociale de classe exceptionnelle, diplômée de l'École des Hautes Etudes en Santé Publique de Rennes, a coordonné tout au long de sa carrière au sein des services déconcentrés du Ministère des solidarités et de la santé, la mise en œuvre des politiques publiques dans les champs de la santé publique, du sanitaire, du médico-social et du social.

« J'ai toujours privilégié, pour animer et piloter les politiques publiques, à la fois, une approche transversale déclinée avec l'ensemble des acteurs et une approche adaptée aux spécificités et aux populations, en particulier dans les Départements d'Outre-Mer qui souvent cumulent des freins structurels. »



Patrick BONFILS - Mayotte

Patrick Bonfils, 56 ans, est Directeur de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale de Mayotte. Il est docteur en géographie (anthropologie sociale). Après avoir débuté dans la fonction publique en qualité d'instituteur puis de formateur en audiovisuel, il a bifurqué vers l'éducation populaire comme spécialiste des techniques de communication au service des associations et de la jeunesse.

Depuis plusieurs années, entre outre-mer et affaires étrangères, il développe des politiques publiques adaptées aux spécificités des territoires où il se définit comme un passeur de compétences.

« L'éducation et la communication sont les principaux outils qui construisent une société équilibrée et stable. Toutes mes expériences seront mises au service de cette mutation qui permettra une meilleure coordination, lisibilité et efficacité de nos politiques publiques au service des plus fragiles. »



Michel-Henri MATTERA - La Réunion

Michel-Henri Mattera, 60 ans, Inspecteur général des Affaires sociales, était depuis janvier 2015 Directeur des entreprises de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi de la Guyane avant d'occuper depuis mai 2019 la même fonction à La Réunion. Il a exercé précédemment les fonctions de chefs d'établissement dans plusieurs établissements hospitaliers avant d'intégrer l'Inspection générale des Affaires sociales en 2005. Son parcours professionnel lui a permis appréhender toutes les politiques du champ social. Il aime à travailler en équipe et à fédérer les énergies et les compétences de ses collaborateurs et partenaires au service du développement des entreprises et de l'emploi et d'une manière plus générale au profit de toute personne « blessée » par la vie.

« Il n'est pas de plus grand dessein que d'aider l'Homme à son émancipation. C'est parfois un parcours difficile. Conscient de l'enjeu, je souhaite mobiliser les compétences des services, fédérer les partenaires autour d'un axe politique « faire reculer la pauvreté, la précarité et le chômage sur l'île de La Réunion »



Didier DUPORT – Guyanne,

préfigurateur de la Direction générale des populations



Didier Duport, 60 ans, inspecteur de classe exceptionnelle de l'action sanitaire et sociale, est depuis juin 2019 directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Guyane après avoir été directeur régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Corse de 2014 à 2019, DDCS de Seine-Saint-Denis de 2012 à 2014 et préfigurateur et directeur de la DJSCS de Mayotte de 2009 à 2012.

Il préfigure depuis juillet 2019 la « direction générale cohésion, population » de Guyane qui regroupera au 1er janvier 2020 : la DJSCS, la DIECCTE et la DAC.

« Mettre en évidence les points de rencontre des politiques portées par ces trois directions est un enjeu stimulant qui doit permettre de potentialiser leurs effets au bénéfice du territoire et de sa population ».

